



**DON'T BUY
INTO
OCCUPATION**



24 ONG et syndicats internationaux, européens ou palestiniens, basés en Belgique, Espagne, France, Irlande, Norvège, Pays bas et au Royaume Uni:

11.11.11- Koepel van Internationale Solidariteit; Al-Haq; Association France Palestine Solidarité (AFPS); Banktrack; Cairo Institute for Human Rights Studies (CIHRS); Centrale Nationale des Employés (CNE); Centre National de Coopération au Développement (CNCD-11.11.11); European Coordination of Committees and Associations for Palestine (ECCP); European Legal Support Center (ELSC); European Trade Union Network for Justice in Palestine (ETUN); Fagforbundet-Norwegian Union of Municipal and General Employees; Fairfin; Handel og Kontor i Norge (HK Norway); Intersindical Alternativa de Catalunya (IAC); Intal; International Federation for Human Rights (FIDH); Landsorganisasjonen i Norge (LO); Norwegian People's Aid (NPA); Palestinian Institute for Public Diplomacy (PIPD); Palestine Solidarity Campaign; PAX; The Rights Forum and Trócaire.

LES COLONIES EN DROIT INTERNATIONAL

DROIT HUMANITAIRE

- 4e Conv. Genève (Transfert forcés, destruction biens);
- Statut de Rome (CPI): crimes de guerre et crimes c/ humanité
- CICR: risque juridique entreprise

DROIT INTL. PUBLIC

- Avis de la Cour intle de Justice 2004
- Résolution Conseil Sécurité NU 233 (2016)

DROITS HUMAINS

- Droit autodétermination, Pactes Droits civils et politiques, Droits ESC, Conv. Discrimination raciale
- **2016 - Database des NU**
- 2021 - Commission enquête ONU

UNGP ET OCDE

- "Prévenir, d'atténuer et de corriger les effets négatifs de leurs propres activités ou de celles de leurs relations d'affaires" : le devoir de diligence s'étend aux relations et aux activités au sein de la chaîne de valeur.

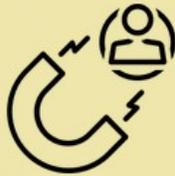


j) L'utilisation de bénéfices et réinvestissements possédés totalement ou partiellement par les colons



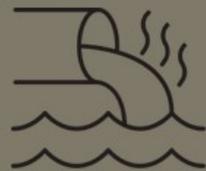
a) Fourniture d'équipements facilitant la construction et l'**expansion des colonies et du mur et autres infrastructures**

b) Fourniture d'équipements de **surveillance et d'identification** : pour asseoir l'occupation visant principalement des sites comme le mur ou les chekpoints



i) Captation des marchés financiers et économiques palestiniens

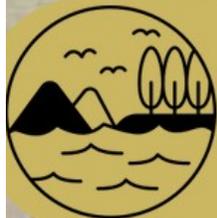
c) Fourniture d'équipements pour la **démolition des habitations et propriétés** : destructions de fermes, serres, oliveraies et champs



h) **Pollution**: déversement et/ou transfert de déchets sur les territoires occupés

Principales activités concernées

d) Fourniture de **services de sécurité et de matériels**: aux entreprises en activité sur les territoires occupés



g) L'utilisation des **ressources naturelles** : en particulier l'eau et les terres pour le développement des entreprises

e) Fourniture de **services et biens utiles à l'existence et le maintien de l'occupation**, notamment les transports



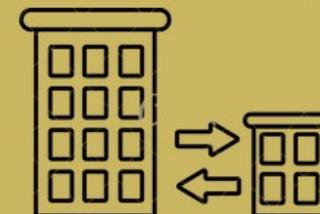
f) **Opérations financières et bancaires** pour le développement des entreprises œuvrant pour l'occupation

Quel type
d'implication?

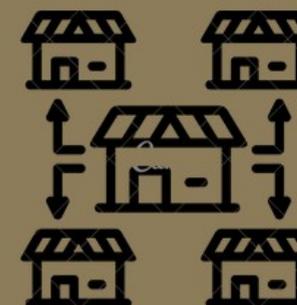
une entreprise commerciale
elle-même engagée dans une
activité figurant sur la liste
dans le territoire palestinien
occupé



Une société mère détenant
une part majoritaire d'une filiale
engagée dans une activité
inscrite sur la liste dans le
territoire palestinien occupé



Une entreprise commerciale
accordant **une franchise ou une
licence à un franchisé ou à un
détenteur de licence** exerçant
une activité répertoriée dans le
territoire palestinien occupé.



Rapport ONU
2020 - **112**
entreprises

Rapport ONU
2023 - **97**
entreprises



ALSTOM

Rapport DBIO -
50 entreprises



Rapport DBIO :
725 institutions
financières
européennes:

- **171,4 milliards €**
de créances
- **115 milliards €**
d'investissements



Recommandations

- Identifier le risque
- levier
- exclusion / désengagement responsable